

# Gerhard Schröder : « Il nous faut une Europe plus européenne, plus intégrée »

L'ancien chancelier allemand plaide pour un fédéralisme budgétaire pour sauver l'euro

## Entretien

Bruxelles  
Bureau européen

L'ancien chancelier social-démocrate allemand Gerhard Schröder, au pouvoir de 1998 à 2005, plaide pour une Europe fédérale afin de sortir de la crise des dettes souveraines qui mine la zone euro.

Engagé par Gazprom pour présider le conseil de surveillance du consortium chargé de la construction du gazoduc Nord Stream depuis 2006, il analyse l'action des dirigeants européens, dont son successeur, Angela Merkel, à l'occasion des travaux à Bruxelles du think tank Nicolas Berggruen Institute et de son Conseil pour l'avenir de l'Europe. Un cercle dont il fait partie avec Tony Blair, Felipe Gonzalez, Guy Verhofstadt et Jacques Delors.

**Vous appelez au fédéralisme budgétaire au sein de la zone euro. Est-ce réaliste ?**

Si je n'y croyais pas, je n'aurais jamais signé le document préparé par ce cercle. L'Europe a toujours été un processus. Nous avons connu des phases de forte intégration et des périodes de sclérose. Dans la situation actuelle, il nous faut lutter contre les tendances à la renationalisation pour ériger un véritable gouvernement économique au sein de la zone euro, avec la création d'euro-obligations. Ces transferts de souveraineté nationale doivent s'accompagner de nouveaux pouvoirs pour le Parlement européen et d'une coordination accrue des politiques économiques, avec un rôle central joué par la Commission européenne.

**L'opinion publique allemande est-elle prête à se laisser convaincre, elle qui se méfie de l'euro ?**

Cette aversion n'est pas un problème spécifiquement allemand. Elle existe partout où des efforts de réformes sociales et de discipline budgétaire ont été faits, en Allemagne, aux Pays-Bas ou en Finlande. Dans ces pays, on craint l'incitation

à l'indiscipline en cas de mutualisation des dettes publiques. Mais je crois que les obligations communes sont une partie de la solution. Les gouvernements ont le devoir d'aller en ce sens sans suivre l'opinion publique. Quand j'ai réformé en Allemagne, il fallait aller vite et cela nous a coûté le pouvoir. **Partagez-vous les critiques contre Angela Merkel depuis le début de la crise grecque ?**

Dans un premier temps, M<sup>me</sup> Merkel a fait l'erreur de trop s'intéresser à ce qu'écrivait la presse tabloïd. Sa plus grande faute a été de dire que les Grecs ne travaillaient pas assez, alors qu'ils travaillent en fait plus que les Allemands ! Ce fut une erreur, mais on ne peut lui reprocher le tournant qu'elle a pris pendant l'été au sujet

du gouvernement économique. Un tabou est tombé. M<sup>me</sup> Merkel a plutôt du mal maintenant à imposer sa position au sein de son propre parti. Son attitude n'est pas populiste. Elle a compris que l'union monétaire ne peut être maintenue qu'avec un gouvernement économique.

**Pour vous, votre prédécesseur conservateur Helmut Kohl a été trop dur envers la chancelière ?**

Les détracteurs de M<sup>me</sup> Merkel sous-estiment la différence entre le fonctionnement d'une Europe à six ou à douze et l'Union à vingt-sept. Dans un ensemble plus petit, quand la France et l'Allemagne étaient unies, les choses étaient claires. A vingt-sept, cela tourne parfois au bazar : il est toujours important d'avoir un accord entre

la France et l'Allemagne, mais il est plus difficile de l'imposer à tous. Les différences politiques et économiques se sont accrues depuis l'élargissement aux pays d'Europe centrale, même si leur adhésion était absolument nécessaire.

**N'êtes-vous pas en partie responsable de cette crise, ayant accepté la Grèce dans la zone euro un an après sa création ?**

L'entrée de la Grèce dans la zone euro ne fut pas une erreur du seul gouvernement allemand. La critique n'est pas honnête. C'est la Commission qui l'a proposée et l'ensemble des groupes politiques du Parlement l'a soutenue, à l'exception de la CSU allemande. Cela aurait été un peu difficile de tenir à l'écart le berceau de la démocratie européenne. L'Italie était déjà rentrée un an plus tôt avec un endettement supérieur aux critères.

**Vous avez ensuite exigé avec la France l'assouplissement du pacte de stabilité...**

En 2003, nous n'avons pas modifié les critères de Maastricht. Nous étions cependant dans une situation où nous réalisions les réformes sociales de l'Agenda 2010, et ce en pleine phase de stagnation. Nous avons besoin d'une interprétation plus favorable du pacte pour financer un plan de soutien qui nous a permis de mener des réformes que personne n'a su égaler depuis, pas même la France. **Que répondez-vous à ceux qui craignent l'émergence d'une Europe allemande ?**

Toutes ces discussions sont absurdes. Il s'agit de parler de discipline budgétaire, d'innovation et de réformes des systèmes sociaux en raison du vieillissement. Ces politiques ont été menées ailleurs qu'en Allemagne. Personne ne veut d'une Europe plus allemande, mais il nous faut une Europe plus européenne, plus intégrée. On peut d'ailleurs considérer que nos propositions vont plutôt dans le sens des positions traditionnelles françaises qu'allemandes. ■

Propos recueillis par  
Philippe Ricard



TOBIAS SCHWARZ/REUTERS

## Le combat d'économistes allemands eurosceptiques

Berlin  
Correspondant

Le plus jeune ayant 71 ans et le plus âgé 85 ans, les cinq hommes ne sont pas vraiment des perdreaux de l'année. Mais devant les dizaines de journalistes et de cameramen qui, lundi 5 septembre, les écoutent dire tout le mal

qu'ils pensent de l'euro en général et de l'aide à la Grèce en particulier, tous retrouvent une nouvelle jeunesse.

Dans un salon trop petit de l'hôtel Adlon, tournant symboliquement le dos à l'ambassade de France, le juriste Karl Albrecht Schachtschneider, les économistes Wilhelm Hankel, Joachim Starbatty et Wilhelm Nölling (ancien ministre des finances social-démocrate d'Hambourg) et l'ancien patron de Thyssen Diether Spethmann, ont réexpliqué pourquoi, le 7 mai 2010, ils ont porté plainte auprès de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe contre le premier plan européen d'aide à la Grèce.

A quarante-huit heures du jugement – qui sera rendu mercredi 7 septembre –, l'heure n'est plus aux arguties juridiques. Celles-ci occupent 70 pages et les juristes allemands ont eu largement le temps d'en prendre connaissance. Non, comme des hommes politiques la veille du scrutin, les « Professoren » jouent le tout pour le tout.

« Comme Rome a eu un jour à choisir entre la démocratie ou la dictature d'un empereur, l'Europe est aujourd'hui confrontée au même choix : demeurer un regroupement d'Etats souverains et démocratiques ou devenir un Etat central dirigé par un « Politbüro » bruxellois, une sorte d'Union soviétique light », assène d'entrée de jeu Wilhelm Hankel.

A 82 ans, avec sa moustache blanche de grand-père idéal, Wil-

helm Hankel est le chouchou des télévisions. Ce spécialiste des questions monétaires qui, dans les années 1960, a travaillé avec Karl Schiller, célèbre ministre des finances du SPD, est comme ses compères, un habitué des recours en justice. A l'exception de Diether Spethmann, tous ont déjà porté plainte contre l'euro en 1997.

### « Idiots professionnels »

Malgré les 352 pages du dossier, les juges de Karlsruhe n'avaient même pas jugé la plainte recevable. S'en sont suivies, pour ces « idiots professionnels sans culture historique », selon l'expression de Helmut Schmidt, dix années d'ostracisme. C'est comme cela que Wilhelm Hankel justifie les articles qu'il a donnés à l'époque à des journaux d'extrême droite.

C'est aussi cela qui explique sa joie d'être la vedette d'un jour. Même si, comme c'est extrêmement probable, la Cour les déboute, au moins aura-t-elle étudié leur plainte et sans doute précisé les droits du Bundestag.

Alors que les dirigeants européens mettent déjà en œuvre le deuxième plan de sauvetage de l'économie grecque, ces professeurs ont une sainte horreur de ces conseils européens qui, après des heures de réunion, débouchent sur un plan de plusieurs centaines de milliards d'euros.

Le sommet du 10 mai 2010, qui, à la surprise générale, a donné naissance au fonds européen

de stabilité financière (FESF), est leur bête noire. « N'importe quelle association d'éleveurs de lapins doit publier l'ordre du jour de ses réunions deux semaines à l'avance pour que ses adhérents puissent se préparer », peste Joachim Starbatty, professeur d'économie à Tübingen.

Né en 1940, celui-ci se souvient avec émotion de la création du deutschemark, en 1948. « Mon premier souvenir politique », reconnaît-il. Son parti populiste antieuro n'ayant obtenu que 1% des voix en 1994 et 0,2% en 1998, Joachim Starbatty se bat désormais sur le terrain juridique. Avec Diether Spethmann (qui a financé les campagnes de presse du groupe) et Karl-Albrecht Schachtschneider, il a également attaqué le traité de Lisbonne devant Karlsruhe.

Joachim Starbatty ne manque pas de courage : deux jours après le dépôt de la plainte contre l'aide à la Grèce, l'homme est parti en vacances... dans le Péloponnèse et s'est expliqué devant les médias hellènes.

Ces cinq vieux messieurs qui prédisaient la mort de l'euro avant même sa naissance ne devraient pas encore obtenir gain de cause cette fois-ci. Néanmoins, en se situant à l'intérieur de l'espace démocratique et en permettant à la Cour suprême allemande de trancher des débats de fond, leur rôle est moins folklorique qu'il n'y paraît. ■

Frédéric Lemaître

NUANCE  
www.nuance.fr

RICOH  
www.ricoh.fr

Pour toute information  
solutions.ricohfrance@ricoh.fr